



Examen du réseau d'électricité de la Nouvelle-Écosse Résumé



Examen
du réseau
d'électricité
de la Nouvelle-Écosse
Résumé



RÉSUMÉ

À l'automne 2013, le gouvernement de la Nouvelle-Écosse a adopté la loi sur la réforme de l'électricité (*Electricity Reform (2013) Act*). Cette loi obligeait le gouvernement à mener un examen approfondi du réseau d'électricité et à tenir une consultation publique.

Pour la première fois en plus de dix ans, tous les aspects du réseau ont fait l'objet d'un examen. L'accent a été mis sur :

- les technologies émergentes,
- les tendances des marchés de l'offre et de la demande,
- les tendances dans le contrôle du marché de l'électricité et de la distribution de l'électricité en Nouvelle-Écosse (gouvernance et structure).

L'examen s'est fait en deux étapes. Il y a eu d'abord l'échange d'informations entre les experts, puis la consultation menée auprès des Néo-Écossais. Dans les deux cas, les efforts de mobilisation ont porté sur l'importance d'entendre ce que les experts, les parties prenantes et le public avaient à dire.

La première étape comprenait la cueillette et l'échange d'informations pertinentes à notre réseau d'électricité principalement au moyen d'études techniques et d'autre matériel affiché sur notre page Web à novascotia.ca/electricityfuture.

La deuxième étape visait à obtenir l'opinion des Néo-Écossais (du public et des parties prenantes) sur les éléments clés que devrait comporter le futur réseau d'électricité de la Nouvelle-Écosse. Plus de 1300 Néo-Écossais ont fait part de leurs commentaires au Ministère par voie de sondage téléphonique, de rencontres en personne, d'émissions Web et d'exposés écrits.

Nous avons beaucoup appris des experts, des parties prenantes et du public. Bien qu'il n'ait pas toujours été possible d'arriver à une entente, le consensus a été suffisant sur la plupart des sujets pour guider l'élaboration de notre prochain plan pour le réseau d'électricité.

Les experts engagés pour étudier l'offre et la demande, les technologies émergentes et la gouvernance ont établi le contexte. Voici ce qu'ils nous ont dit.

- Nos besoins en électricité dépendent de facteurs variables et complexes. Nous aurons besoin d'entre 8 et 13 gigawattheures (GWh) d'électricité chaque année pour répondre à la demande prévue pour les 25 prochaines années. Actuellement, nous utilisons environ 11 GWh par année.

- La gestion de la demande et l'efficacité pourront vraisemblablement atténuer les effets d'une petite mais constante augmentation de la demande (1,2 p. 100 par année).
- Compte tenu des projets en cours de réalisation et des projets prévus, nous devrions être en mesure de produire assez d'énergie pour répondre à nos besoins et atteindre nos cibles environnementales pour les 10 à 15 prochaines années.
- Nous devons axer notre planification sur 2030, quand la combinaison d'un certain nombre de facteurs favorisera la réalisation de nouveaux projets énergétiques.
- Notre marché n'est probablement pas assez gros pour une libéralisation totale, mais il est possible d'accroître la concurrence, les options pour les consommateurs et la transparence, et de mieux aligner les intérêts des actionnaires d'entreprises de services public et ceux des contribuables.

Les Néo-Écossais (tant les groupes d'intervenants que les particuliers) nous ont dit qu'ils tiennent à l'environnement et qu'en général, ils appuient les investissements dans l'énergie renouvelable quand c'est financièrement approprié. Ils reconnaissent l'importance d'utiliser différentes sources de combustibles pour se protéger contre la volatilité des prix et s'assurer une source d'approvisionnement sûre.

Dans l'ensemble, les Néo-Écossais appuient les investissements dans les nouvelles idées et les nouvelles technologies qui font un meilleur usage de nos ressources renouvelables existantes, notamment dans les systèmes de stockage d'énergie et de gestion énergétique. Toutefois, ils ne s'entendent pas nécessairement sur qui devrait financer les investissements et ils tendent à appuyer des projets pilotes plutôt que l'adoption à grande échelle de technologies qui n'ont pas fait leurs preuves.

La plupart des participants à l'examen du réseau d'électricité nous ont dit qu'ils voulaient une stabilisation des tarifs à long terme et des tarifs d'électricité prévisibles. En même temps, ils tiennent à ce que l'électricité soit abordable pour les Néo-Écossais à faible revenu et pour les entreprises.

Nous avons aussi appris que les Néo-Écossais appuient l'idée de se pencher davantage sur la production d'électricité à petite échelle. Un certain nombre de Néo-Écossais cherchent à rendre leurs résidences, leurs entreprises et leurs collectivités plus autonomes sur le plan énergétique.

En général, les Néo-Écossais appuient l'augmentation de solutions régionales. Compte tenu de la taille relativement petite de notre marché, la plupart des participants ont dit qu'augmenter notre marché par région serait profitable au réseau et nous donnerait plus de possibilités d'importation et d'exportation.

Dans l'ensemble, les Néo-Écossais veulent être informés pour savoir reconnaître les éléments d'une vision rentable et durable sur le plan environnemental ainsi que les bons choix qui seront profitables aux contribuables d'aujourd'hui et de demain.

Les Néo-Écossais ont exprimé une variété d'opinions sur la façon dont notre marché de l'électricité devrait être gouverné. Certains se sont dits favorables à un marché complètement ouvert; d'autres, à un marché où la production d'électricité serait séparée de la transmission et de la distribution; et d'autres, à des changements axés uniquement sur ce qui offrirait les avantages les plus immédiats aux Néo-Écossais pour ce qui est de la rentabilité et de la qualité du service.

En général, les Néo-Écossais appuient un changement à un système où plus d'importance est accordée à la performance de la Nova Scotia Power Inc. quand vient le temps de déterminer ses profits. Un tel système pourrait comporter des pénalités quand les normes pour le service de base ne sont pas respectées et des dividendes quand les objectifs d'économies de coûts sont dépassés. En général, les participants à l'examen ne comprenaient pas comment les tarifs d'énergie sont établis. Ils veulent plus de transparence et une plus grande obligation de rendre compte de la part des entreprises de services publics et de la Commission des services publics et d'examen.

Toutes les données recueillies lors de l'examen seront examinées en 2015 lors de la préparation de la stratégie sur l'électricité de demain par le ministère de l'Énergie de la Nouvelle-Écosse.



